

RDC : la pression internationale s'accroît sur le Rwanda

Deutsche Welle, 25 février 2025 Bruxelles suspend des accords avec Kigali. Les pays d'Afrique australe et de l'Est ont nommé trois anciens dirigeants africains pour mener un processus de paix en RDC. La décision de l'Union européenne (UE) de suspendre sa coopération en matière de défense et de sécurité marque un changement clair de l'attitude de Bruxelles vis-à-vis de Kigali. Cependant, à Kinshasa, les autorités congolaises estiment que cette décision n'est pas suffisante. Pour Tina Salama, porte-parole du président Félix Tshisekedi, bien que cette évolution soit saluée, il serait souhaitable qu'elle soit assortie de mesures concrètes.

Selon elle, "avec les Européens, on va dire que cela évolue. Certes, vous avez suivi récemment madame Kaja Calas, la Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères. Nous estimons qu'il y a encore beaucoup d'incertitudes, mais nous ne perdons pas espoir. Nous disons qu'ils devront, au nom du droit international, au nom des valeurs universelles des droits de l'Homme, le faire pour la RDC, comme ils le font avec beaucoup de zèle, il faut le dire, pour l'Ukraine". Kaja Kallas, la cheffe de la diplomatie européenne, a annoncé que les 27 ont décidé de suspendre le dialogue avec le Rwanda pour les questions de sécurité et de défense. Bienvenu Matumo, de l'organisation de la société civile la Lucha, considère lui aussi que "ce sont des sanctions qui ne seront pas efficaces, or nous avons besoin de sanctions très efficaces qui produisent des effets sur le terrain et qui permettent au M23 de ne plus avancer, de respecter le cessez-le-feu et de se retirer des positions qu'il occupe aujourd'hui". Troika africaine Alors que le Rwanda et les rebelles du M23 doivent affronter une hausse de la pression diplomatique, trois facilitateurs africains viennent d'être nommés pour résoudre le conflit dans l'est de la RDC. Il s'agit du Nigérian Olusegun Obasanjo, du Kényan Uhuru Kenyatta et de l'Éthiopien Haile Mariam Desalegn, tous trois anciens chefs d'Etat et de gouvernement dans leur pays. Dieudonné Mushagakusa, membre du panel d'experts de la société civile, considère que "le trio va amener la solution. Ce sont des anciens, ils ont la compréhension, ils ont la vision globale sur la question. Ils connaissent bien les acteurs, mais également il n'y a aucune partie qui voudra s'exposer comme étant un obstacle au retour de la paix. Donc nous sommes convaincus que cela va aller et que cette fois-ci, ce sera la bonne". Cette médiation fait ainsi suite à celle, conduite sans grand succès, du président angolais João Lourenço. Le président congolais, Félix Tshisekedi, a d'ailleurs rencontré, la semaine dernière à Luanda, son homologue angolais qui a pris la présidence tournante de l'Union africaine. Enfin, le procureur de la Cour pénale internationale, Karim Khan, est arrivé dans la nuit de lundi (24.02) à mardi à Kinshasa et a déclaré que la situation dans l'est du pays "est grave". John Kanyunyu